

LA REBELLE

LE JOURNAL DE LIAISON DE LA CRISE

EDITO

« LA SCIENCE DE NOTRE MALHEUR »

Camarades,

Nous sommes engagé.e.s et mobilisé.e.s dans la lutte contre l'épidémie de covid-19. Cette crise sanitaire est devenue notre quotidien.

Le scandale de la pénurie de masques, et plus largement, des matériels de protection des travailleurs.euses de la Santé, comme celles des médicaments (ex : hypnovel) est symptomatique de notre société.

La question de la production, des prix, des chaînes d'approvisionnements et des rapports entre les Etats, sont tout autant présents dans les discussions que l'état des hôpitaux et l'abandon des EHPAD, conséquences d'années de politiques de restrictions budgétaires.

Jour après jour, le gouvernement nous laisse entrevoir qu'il ne nous fera pas de cadeaux : il nous fera payer la crise sanitaire et économique. Pour comprendre, nous nous devons d'aller plus loin dans les explications et pointer l'irresponsabilité de toute l'organisation sociale capitaliste.

Car c'est bien dans cette société folle, alors que nous luttons à l'hôpital d'arrache-pied contre le virus, avec les moyens que nous connaissons, que des patrons de grandes entreprises poussent leurs salarié.e.s à reprendre le travail. Produire des biens non essentiels à la population pour les profits est une aberration qui nous fait prendre des risques à tous.

Si ce journal contribue à sa petite échelle à éclairer ces contradictions, tant mieux. Avoir « la science de notre malheur », expression de Fernand Pelloutier, l'un des fondateurs de la CGT, est une nécessité aujourd'hui. Car pour avoir un remède, il faut connaître le mal.

Et au final, pour nous hospitalier.e.s, qui faisons partie de cette classe qui seule est responsable et utile, c'est le meilleur moyen pour ne pas tomber dans les illusions de remèdes faciles que des charlatans vont essayer de nous vendre.

Les militants CGT



Pénuries : une question de profits !

L'alerte est lancée sur le manque de masques et d'autres matériels de protection « barrière », de tests, de respirateurs, de médicaments en général avec le risque de rupture d'approvisionnement dans les prochaines semaines, notamment ceux d'usage les plus courants dans les services ou les unités de réanimation (curares, sédatifs et morphine) et de soins palliatifs.

La logique aveugle du critère des coûts de production les plus bas avec les réglementations sanitaires et environnementales les moins contraignantes a amené les géants pharmaceutiques à produire les principes actifs des médicaments à 80% en Chine et en Inde.

La production se faisant souvent dans une seule usine, et comme dans l'industrie en général et à l'hôpital, à flux tendu, avec des mini-stocks, les pénuries sont fréquentes déjà en temps normal,

hors crise sanitaire. On est passé de 40 ruptures de médicaments en 2008 à 540 en 2018 et 1200 en 2019.

Quant à la production de masques, si une petite poignée d'entreprises produisent encore sur le territoire, l'essentiel est assuré dans la même logique en Chine et en Inde. Elle lui est impossible de s'adapter internationalement à la crise sanitaire.

Chercher les causes de ce problème dans une nationalité ou un pays (« c'est la faute aux chinois ») est trompeur. Car ce sont souvent des entreprises bien européennes qui produisent sur le dos des ouvrier.e.s chinois.e.s et indien.n.e.s. Ce qui est à remettre en cause est tout une organisation capitaliste de la production qui n'est pas réfléchie en fonction des intérêts de l'humanité mais en fonction de la loi du profit.

DANS CE NUMÉRO

GRAINES DE REVOLTE

VOIX LIBRES

LES ACTIONS DE LA CGT

“Et les autres patients...”

FOCUS : L’EXTENSION DE L’AVORTEMENT

Pour pouvoir accueillir les malades du covid-19 et ouvrir des lits de réanimations les hôpitaux ont dû se réorganiser alors qu’ils manquent déjà en temps normal de lits et de personnel.

Conséquences : de nombreux patients ont vu leur hospitalisation, leurs examens ou leur intervention chirurgicale déprogrammée.

De plus, le confinement et la peur d’être contaminé à l’hôpital entraine une minoration des signes d’alerte dans la population, ce qui entraîne un retard aux appels et aux consultations des services d’urgence. Des médecins, comme l’urgentiste Christophe Prudhomme, ont même évoqué « la bombe sanitaire » potentielle que représente la rupture de suivi des patients atteints de maladies chroniques.

Puis, un collectif de médecins CGT a sonné l’alerte pour étendre les droits à l’avortement. Car même si les IVG sont considérées comme des interventions prioritaires, et donc encore prises en charge dans les blocs opératoires, les médecins ont constaté une diminution des demandes. Pourtant le nombre d’IVG est stable depuis 1975, environ 220 000 par an. Le risque est que les demandes arrivent plus tard, voire trop tard. Il est donc nécessaire d’étendre le droit à l’avortement : les femmes doivent pouvoir avorter le jour même de leur demande d’IVG, chez elles ou en centre d’IVG jusqu’à 7 semaines de grossesse, et dans un hôpital jusqu’à 14 semaines. La loi doit changer.

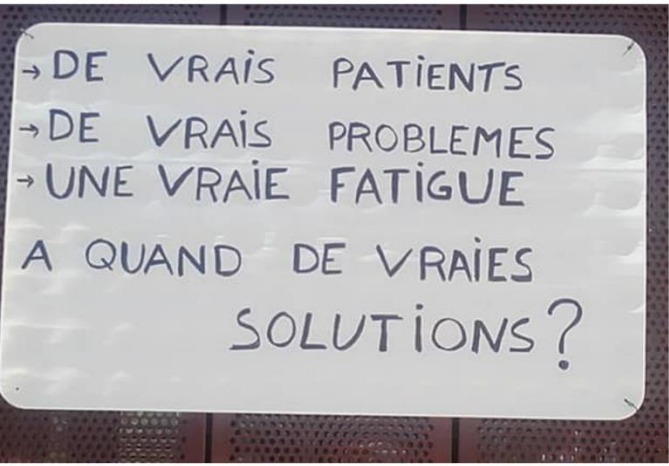
Finalement, « il faut gérer deux priorités : continuer à [...] soigner les malades atteints du Covid-19 et remettre en route le fonctionnement habituel de notre système de santé » pour « éviter une deuxième crise sanitaire dans les semaines et les mois à venir » (Prudhomme).

Le préparer, c’est ouvrir des lits et embaucher dès maintenant !



Et maintenant, vous nous écoutez ?

**L'HNFC DOIT
EMBAUCHER !!!**



PREPARONS LE RETOUR DES PATIENTS CHRONIQUES EN COMBLANT LE SOUS EFFECTIF, ANNULATION DE LA DETTE ET DU PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE, DE LA T2A ET DE LA TAXE SUR LES SALAIRES, OUVERTURE DE LITS

Faites remonter les difficultés : cgt@hnfc.fr

Toutes les affiches sur le fb CGT Hôpital Nord Franche Comté



Chaîne de protestation au CH de Tourcoing

Hospitaliers de Lezignan-Corbieres



Masques : la loi de la jungle

La pénurie de masque touche tout le globe. Alors, à l’échelon mondiale, malgré les vœux pieux de l’OMS d’une « coopération internationale », on voit les pays riches qui se battent pour se les arracher (les USA intercepte la commande de la France qui intercepte la commande de la Suède...) laissant aux pays pauvres des miettes.

A l’échelle locale, c’est la guerre entre l’Etat qui réquisitionne les masques que des conseils régionaux ont commandé en expliquant qu’ils sont destinés aux régions les plus touchées.

En même temps, comme le soulignent les cheminot.e.s CGT de Strasbourg dans leur communiqué du 8 avril 2020 : « Pourquoi, l’Etat qui va même jusqu’à réquisitionner [...] sur les tarmacs d’aéroport n’affiche pas la même détermination en venant frapper aux portes des entreprises ? ».

Pourtant c’est une mesure de salut et de santé publique, d’autant plus dans ce contexte de pénurie, que d’arrêter la production des entreprises non-essentiels et de réquisitionner les masques dans leurs stocks pour en réserver l’usage au monde du travail, dont l’activité est indispensable, comme nous le personnel de la Santé, qui s’expose quotidiennement.

Confiné.e.s mais pas muselé.e.s

Le 2 avril, une centaine de soignant.e.s a manifesté sous forme d’une chaîne de protestation à l’entrée du CH de Dron à Tourcoing dans un bal incessant d’ambulances.

Evènement inédit pendant cette période de confinement et malgré les pressions de la direction : « je vous rappelle qu’en raison de la pandémie tous les rassemblements sont interdits ». Mais la colère de nos collègues était trop forte « On manifeste parce qu’on n’a pas de matériel, on n’a pas de personnel, on n’a pas de masques, on n’a pas de blouses, on n’a rien, y en a marre ! » et la fierté suite à leur protestation était présente « ce qu’on a fait, on a eu raison de le faire. Ne pas se laisser faire, protester, ne pas courber la tête, c’est vital. Pour soigner nos hôpitaux et cette société malade, c’est le seul traitement disponible ».

VOIX LIBRES : NOS LECTEURS.RICES ECRIVENT

Où êtes-vous à 20H, Ministres de la Santé ?

Avez-vous l’audace d’applaudir les soignants ou votre destruction de nos hôpitaux ? 2006, l’état lance la danse : rentabiliser la santé. Les gouvernements ont suivi. Chacun avait un appétit féroce. Rien ne rassasiait la bête : aucune coupe budgétaire, fermetures d’hôpitaux, baisse de personnel. Ils dressaient à chaque loi l’échafaud de la Santé. Devant les cris des soignants, ils sont restés sourds fiers de vos œuvres. Dans leur destruction des hôpitaux ils ont du soutien : directeurs d’hôpital, présidents de CME, Chefs de pôle. Ils ont domestiqué ces larrons par primes et privilèges. Mêmes les conjointes de président ont joint le cortège secouant des boites à pièces jaunes. Les alertes du personnel soignant restaient, elles, bâillonnées.

Des financiers savaient mieux gérer un hôpital que des soignants. Mais laisser la gestion d’un système de santé à un comptable, c’est demander à votre garagiste de vous soigner. Aujourd’hui, j’entends la détresse des camarades soignants. N’ont-ils pas crié assez fort quand ils ont battu le pavé ? Un an de grève des Urgences n’était pas suffisant pour vous réveiller ? Leurs alertes étaient pourtant répétées depuis des années. Ministres de la Santé et gestionnaires vous n’avez pas eu l’intelligence d’entendre les soignants et leurs représentants syndicaux. Vous avez détruit notre système de Santé au prix aujourd’hui de la vie des plus vulnérables. Ce sont les soignants, maintenant au péril de

leurs vies qui réparent votre montagne d’erreurs et d’incompétence. Et Monsieur Macron, vous n’êtes pas en reste. Trop de fonctionnaires à votre goût lors de votre élection ? Pourtant vous n’hésitez pas aujourd’hui à les prendre comme chair à canon et les envoyer au front au péril de leur santé pour faire vivre et soigner le pays. Si nous menons une guerre M.Macron, alors le Nuremberg de la Santé sera pour demain. Les pactes politiques ne les protégeront pas de leurs responsabilités face aux français. Ce soir, Ministres de la Santé, taisez-vous. Un jour vous devrez affronter le regard de ceux qui ont perdu un proche, des vulnérables qui n’auront pas eu de soin et la mise en danger où vous avez conduit les français.

Une infirmière mais surtout une maman en colère

Ce qui est le plus dur pour moi pendant cette crise sanitaire ce n'est pas de prendre en charge des patients atteints du Covid-19. Non, car je savais qu'en exerçant cette profession, je serais amené à m'occuper de patients avec un état de santé plus ou moins stable et pouvant décompenser à tout moment. Le plus compliqué pour moi c’est de ne pas pouvoir faire de câlins ou de bisous autant que je le souhaiterais à mes enfants car en m’approchant trop prêt d’eux, je risque de leur transmettre le virus. C’est aussi de ne pas pouvoir rendre visite à ma famille et leur montrer que je vais bien. Ils sont inquiets pour moi, je le comprends par leur nombreux messages ou appels au cours de ces dernières semaines. J’en veux à l’état qui ne nous donne pas les moyens de nous protéger correctement et qui ne permet pas à la population de se protéger correctement. J’espère vraiment que des comptes seront rendus à la fin de la crise.



Photo partagée sur le fb CGT Hôpital de Morlaix

Chronique de l’hôpital psychiatrique au temps du coronavirus

A Bavilliers, hôpital psychiatrique qui dépendait anciennement de l’hôpital public et est désormais géré par une association privée, la gestion de l’épidémie s’avère ici aussi dramatique pour les patients que pour le personnel. Les patients accueillis en hôpital de jour ont pour la plupart été renvoyés chez eux et ne sont plus accueillis depuis le début du confinement il y a plusieurs semaines maintenant. Ces patients, les plus jeunes d’entre eux en particulier accueillis en pédopsychiatrie, requièrent un suivi important dans un cadre qu’ils connaissent et les rassurent pour une prise en charge efficace. Les conséquences du confinement et d’un service qui n’est plus assuré se feront lourdement sentir pour ces patients fragiles et dont la charge est assurée par des familles bien démunies dans cette période.

Pour ce qui est des conditions de travail, nous continuons tous à travailler au service des patients accueillis en continu à l’hôpital psychiatrique. Ceux d’entre nous (infirmières, éduc, aides-soignantes, ASH, AMP, secrétaires, ...) qui travaillent pour l’accueil de jour habituellement ont été envoyés dans les services d’accueil continu. Pour assurer notre protection il aura fallu 3 semaines pour que nous disposions de masques chirurgicaux. Ceux-ci sont conservé sous clés et nous n’avons aucune idée du stock disponible et jusqu’à quand nous pourrions être protégés. Pour les patients de l’hôpital psychiatrique qui sont positifs au COVID, un service dédié a été mis en place pour les accueillir entraînant pour conséquence la fermeture du service addictologie à Héricourt, laissant sans solutions les patients souffrant d’addictions.

Faute de moyens, on déshabille Pierre pour habiller Paul. Pour rajouter de la colère à l’inquiétude, la direction ne se prive pas pour s’attaquer à nos conditions de travail. Au nom de la « solidarité » la direction s’en prend à nos congés : refus de report, congés payés et récupérations imposés. La direction nous met la pression par l’intermédiaire de ces cadres. Ici aussi, nous sommes en première ligne, nous mettons notre santé en jeu pour garantir la continuité de la prise en charge des patients et la direction continue à s’en prendre à nos conditions de travail. Tôt ou tard, ils devront bien rendre des comptes et nombreux sont les collègues déterminés à ne pas se laisser faire.

BAS LES MASQUES !!

Infirmier aux urgences, j’ai été décontenancé, comme beaucoup d’entre vous, de voir ce revirement des protocoles concernant l’usage des masques en période d’épidémie de COVID19.

A tous les échelons, il y a eu minimisation des risques et travestissement de la vérité : nous étions en pénurie mais personne ne voulait le dire.

A l’échelon ministériel d’abord, en martelant que les modifications de l’usage du port du masque étaient scientifiquement prouvées. Pourtant, pour exemple, en janvier 2020, le Pr. SALOMON spécifiait que le port du masque pour la population réduisait le risque infectieux. Je ne parle même pas de la déclaration choquante de Mme BUZIN.

Puis au niveau des institutions sanitaires. Le 28 janvier, la Société Française d’Hygiène Hospitalière (SF2H) préconisait le FFP2 repris par le guide méthodologique du Ministère le 20 février. Soudainement le 4 mars, la SF2H préconisait le masque chirurgical. Ce revirement n’était basé que sur une mesure d’adaptation de l’usage des masques car nous étions au stade 2. La SF2H réfuta la notion de « situation dégradée ». Or, même la prestigieuse CDC américaine (Centers for Disease Control and Prevention) avait publié des recommandations sur la gestion des masques en fonction des pénuries possibles.

Les actions des militants de la CGT

Depuis le dernier numéro, Les militants de la CGT sont mobilisés dans leurs services et dans leur activité syndicale.

Nous avons fait l’intermédiaire entre les supporters (Tribune Nord) du FC Sochaux et l’hôpital. Les supporters ont recueilli plus de 4000 € de dons pour le personnel. Belle solidarité, merci à eux !

Nous avons relayé l’appel de nos collègues du SSR de Bavillers quant au manque de matériel de protection.

Nous nous sommes positionnés pour nos collègues de gériatrie 1. En effet, la direction refuse que leur soit attribué la prime « grand-âge ». La position de la CGT sur la prime est explicité dans le tract *Prime « grand-âge », la prime de la discorde* sur notre facebook.

Nous avons soutenu l’action du syndicat Force Ouvrière suite aux changements de règles à l’HNFC pour les collègues en télé-travail. Pourquoi les faire revenir, même quelques jours par semaine, alors que le travail est fait et que le télé-travail est une mesure de prophylaxie contre le virus ?

Nous avons mené une campagne d’affiches sur les réseaux sociaux. Toute aide pour les partager est la bienvenue !

Nous avons demandé avec les autres membres du CHSCT le nombre de collègues malades du Covid. Alors que le nombre est donné dans de nombreux hôpitaux (ex : Besançon, Ap-Hp), il est incroyable qu’il ait fallu insister pour avoir une idée. Ne pas communiquer sur ce type de sujet n’a jamais eu vertu à rassurer, surtout quand la question des moyens mis à notre disposition pour nous protéger est aussi présente. Pour rappel, jusque-là, la direction ne nous le donnait pas suite à, selon elle, des « consignes de l’ARS ». Elle l’a finalement donné par mail à l’ensemble des syndicats. Cela confirme ce que nous entendions dans les services, au moins 200 collègues seraient tombés malades du Covid depuis le début de l’épidémie. Bon rétablissement à tous, prenez soin de vous.

Sur le terrain, nos responsables diffusèrent début mars les nouvelles mesures du port du FFP2. Discours rodés pour nous rassurer en soulignant les nouvelles études sur le virus (sans parler de pénurie).

J’en veux à nos (ir)représentants. En tant que Citoyen, j’ai ce que l’on appelle le libre arbitre pour savoir comment appréhender la vérité. En tant que soignant, partir au combat contre le virus, puisqu’on nous parle de guerre, je veux savoir dans quelle condition je dois monter au front. Avoir un discours sincère aurait permis, même en période de pénurie, une meilleure considération des soignants : nous ne sommes ni des enfants, ni des pions !

Non Madame Marina Carrère D’encausse, mentir pour une bonne cause n’est pas justifiée... même pour prioriser les masques à destination des soignants et malades. C’est faire un jugement hâtif sur la capacité d’une nation à être solidaire. D’ailleurs, j’ai pu travailler avec des masques périmés donnés par des particuliers. Au pire, une interdiction du port du masque (et à leur réquisition) aurait été votée en expliquant la pénurie. Nous aurions vu si les mots de LIBERTE (de pensée), d’EGALITE (des soins), de FRATERNITE (en période de crise) étaient d’actualité...

La confiance est le ciment invisible qui conduit une équipe à gagner (Bud WILKINSON).



NOUS CONTACTER,

cgt@hnfc.fr

Fb : CGT Hôpital Nord Franche Comté
03 84 98 35 06 – poste 83506